

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET
DE LA FORÊT
SERVICE ENVIRONNEMENT, EAUX ET FORÊTS

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

003651 **ARRETE** **2 1 DEC. 2000**
N°..... du

portant protection des biotopes de la Tête des Faux,
de l'Étang du Devin et de la Tourbière de Surcenord et
de certaines zones périphériques

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le code rural et notamment ses articles L.211-1 et suivants et R.211-12, R211-14 et suivants,
- VU la loi d'orientation agricole du 9/07/1999,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 1964 portant protection de la flore de l'Étang du Devin et de la Tourbière de Surcenord,
- VU la charte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, approuvée par le décret n°98-445 du 5 juin 1998,
- VU les avis des communes de Lapoutroie, Orbey du Bonhomme, de la communauté de communes de Kaysersberg et du Parc Régional des ballons des Vosges exprimés lors d'une réunion organisée par ladite communauté en date du 14/2/2000,
- VU l'avis de la Chambre d'Agriculture en date du 15 juin 2000,
- VU l'avis du Directeur Régional de l'Office National des Forêts en date du 16 juin 2000,
- VU l'avis de la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages en date du 17 octobre 2000,
- VU le rapport technique établi par le Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges, et le dossier scientifique établi par l'administration mentionnant, des espèces protégées de par l'article L 211-1 et 211-2 du code Rural, et des milieux rares ou fragiles.

CONSIDERANT que le secteur de la Tête des Faux comporte des biotopes d'espèces animales et végétales protégées, qu'il convient de soustraire à certaines actions anthropiques qui pourraient y porter atteinte,

SUR la proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du Haut-Rhin



28 photos An VII 17 février 2000
Bicentenaire du CORPS PRÉFECTORAL

ARRÊTÉ

TITRE I – CONSTITUTION DU BIOTOPE ET GESTION

Chapitre I - Création et délimitation d'une zone naturelle protégée

Article 1er – Délimitation et dénomination.

Sont protégés par cet arrêté, sous la dénomination d'arrêté de protection de biotope de la partie sommitale de la TÊTE DES FAUX, les biotopes situés sur les parcelles cadastrales de la commune de ORBEY, LE BONHOMME, LAPOUTROIE suivant les plans annexés (Plan de situation et Plan cadastral). Le biotope protégé comporte une zone centrale incluant une zone intégrale et une zone périphérique.

Le dossier scientifique de présentation des biotopes et le plan cadastral peuvent être consultés à la Préfecture du Haut-Rhin, à la D.D.A.F., au Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges.

Chapitre II - Gestion du biotope protégé

Article 2 - Constitution du comité consultatif et fonctionnement.

Un comité consultatif du biotope protégé est créé.

Il est présidé par le Préfet du Haut-Rhin.

En sont membres, les personnes ou organismes suivants ou leurs représentants mandatés :

- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- le Directeur Régional de l'Environnement,
- le Directeur Départemental des Anciens Combattants,
- le Directeur Départemental de Jeunesse et Sports,
- le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- le Directeur Régional de l'Office National des Forêts,
- le Président de la Chambre d'Agriculture,
- le Président de la F.D.S.E.A,
- le Président du Conseil Général du Haut-Rhin,
- les Maires des communes d'Orbey, du Bonhomme et de Lapoutroie,
- le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg,
- le Président du Syndicat de gestion du Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges,
- le Président de la Fédération des Chasseurs,
- le Président de l'Association Lac Blanc Qualité,
- le Président du Club vosgien,
- le Président du GEPMA,
- le Président d'Alsace Nature Haut-Rhin,
- le Président du Conservatoire des Sites Alsaciens,
- le Président du Groupe Tétràs Vosges,
- le Président de la Société d'Histoire Naturelle de Colmar,
- l'I.M.P.R.O.
- Le Président de la Ligue de protection des Oiseaux
- Le Président du Conservatoire botanique National de Nancy.

Le Comité consultatif se réunit sur convocation de son Président, à son initiative, à la demande éventuelle d'un ou de plusieurs membres sur toute question concernant le biotope protégé par le présent arrêté et sur l'application de la présente réglementation. Le Comité consultatif peut également décider de créer une formation restreinte sur un sujet déterminé.

Article 3 – Gestion du biotope

La gestion du biotope devra être approuvée par le Comité Consultatif

Le Comité consultatif pourra élaborer des directives de gestion éventuellement par zone

Le Comité consultatif approuve notamment :

- La gestion du biotope qui doit définir les modalités de gestion les plus appropriées pour atteindre les objectifs cités ci-dessous, et qui doit intégrer un zonage pour la protection spécifique des Tétraoonidés.
- les travaux de sauvegarde des édifices, notamment historiques,
- les travaux d'amélioration ou de modification des infrastructures (routes, chemins, pistes de ski),
- Les équipements d'information et de sensibilisation.

Le Comité consultatif donne un avis par ailleurs sur les moyens contractuels de gestion agricoles dans la zone périphérique.

TITRE II – MESURES DE PROTECTION DES ZONES CENTRALE, ET INTEGRALE.

Chapitre I - Objectifs de protection

Article 4 - Objectifs généraux

Les objectifs à long terme des biotopes du Massif de la Tête des Faux sont les suivants :

- conserver la faune et la flore protégée dont la liste figure dans le dossier scientifique, en maintenant la qualité paysagère et la diversité biologique,
- garantir la préservation et rétablir l'alimentation en eau des zones humides,
- Déterminer les possibilités éventuelles d'activités touristique, pédagogique, sportive, forestière et agricole compatibles avec les objectifs de protection cités ci-dessus .
- conserver le rôle pédagogique des édifices historiques.

Chapitre II - Règlement applicable à l'intérieur du périmètre protégé (zone centrale et intégrale)

Article 5 - Activités interdites

Réglementation générale

Les activités suivantes sont interdites, sauf autorisation préfectorale après avis du Comité consultatif ou dans le cadre de la gestion du biotope approuvée par le Comité Consultatif :

- les constructions, installations, dépôts d'ordures ou de matériaux,
- les affouillements, exhaussements, ouverture de carrière,
- la mise en labour, le boisement des chaumes et le travail du sol,
- le camping, le caravanning, les campements et les feux,
- l'utilisation de pesticides et les amendements,
- l'introduction dans le site d'espèces animales et végétales sauvages exogènes, sauf dans le cadre de la gestion forestière,

Article 6 - Intervention - travaux, réglementation spécifique

Article 6-1 : Interventions générales

Les interventions ou travaux doivent être conformes aux directives approuvées par le comité consultatif, ou à défaut, ils font l'objet d'un avis préalable favorable du comité consultatif.

Tourbières du Surcenord, du Devin et de la Chaume Thiriet

Une zone tampon de 30 m environ doit être conservée sur le pourtour de ces tourbières.

Toute modification des réseaux d'alimentation hydrique est interdite.

Article 6-2 : Activités sylvicoles

Mesures générales :

La création de nouvelles infrastructures de desserte forestière est interdite, sauf accord du Comité consultatif.

Des directives de gestion seront mises en œuvre pour la protection des Tétraoïdés

Mesures localisées dans la zone intégrale (cf plan)

Dans la zone intégrale, les interventions sylvicoles sont limitées aux objectifs de santé ou de sécurité publique.

Article 7 - Fréquentation

- La fréquentation des personnes est limitée aux itinéraires balisés, excepté pour les missions de police, de sécurité, ou de défense, les missions liées à la gestion du biotope, la gestion forestière, la gestion ou l'exploitation agricole, et la chasse.
- L'utilisation de raquettes de randonnées est interdite en dehors des zones prévues spécialement pour cette activité, et en dehors des itinéraires balisés pour les piétons.
- L'accès aux habitats souterrains des chiroptères est interdit sauf aux personnes autorisées par le Comité consultatif.
- Les manifestations sportives de groupe doivent faire l'objet d'un accord du Comité consultatif.

Sont également exceptées des dispositions du présent article, les activités prévues par les directives de gestion de façon spécifique.

Article 8 - Nourrissage ou agrainage de la faune sauvage

Le nourrissage ou agrainage de la faune sauvage est interdit.

TITRE III – ZONE PERIPHERIQUE

Article 9 - Objectif de protection

L'objectif suivant est poursuivi dans la zone périphérique :

- Adapter les activités agricoles à la protection de l'environnement (notamment la conservation des espèces protégées), en maintenant la qualité paysagère, la diversité biologique et la qualité des habitats pour la faune protégée (Grand Tétrés).

Article 10 - Moyens mis en œuvre.

Les moyens seront recherchés dans le cadre de contrats avec les agriculteurs, et notamment par l'application de la loi d'orientation agricole du 9/7/1999.

Le comité consultatif formule un avis sur les opérations d'améliorations pastorales, les projets de contrats territoriaux d'exploitation, et la gestion agricole en général.

TITRE IV - ABROGATION

Article 11 - Abrogation

L'Arrêté Préfectoral du 23 avril 1964 portant protection de l'Etang du Devin et de la Tourbière du Surcenord est abrogé.

Article 12 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de Ribeauvillé, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Office National des Forêts, le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Haut-Rhin, les Maires de Lapoutroie, Orbey et Le Bonhomme et les agents assermentés et commissionnés par le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ou par le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche pour la constatation des infractions de protection de la nature, de la chasse, de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 21 DEC. 2000

Le Préfet,



Dominique DUBOIS

Délai et voie de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication

Pour ampliation

Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau



Christian RIETTE